

NOS MÉMOIRES D'Algérie

Immigrés, pieds-noirs, harkis... Environ sept millions de personnes en France auraient un lien avec l'Algérie. Pour "l'Obs", écrivains, artistes, politiques, témoignent de leurs histoires familiales

**Dossier réalisé par
DOAN BUI,
SARAH
DIFFALAH,
FRANÇOIS
FORESTIER,
NATHALIE
FUNÈS, CÉLINE
LUSSATO et
FRANÇOIS
REYNAERT**

Faïza Guène découvre à 16 ans que son père, muet sur son passé, a participé à la manifestation parisienne du 17 octobre 1961 qui a coûté la vie à des dizaines d'Algériens. Cédric Villani, à l'occasion d'un enterrement, voit son oncle évoquer soudain, « *comme un possédé* », les « *images de cauchemar* » de la guerre, des « *cadavres que l'on enjambe* »... Environ sept millions de personnes auraient, en France, un lien avec l'Algérie. Immigrés, Franco-Algériens, pieds-noirs, harkis, anciens soldats, enfants, petits-enfants... Des mémoires souvent blessées, fantasmées, enfouies, refoulées, oubliées, à vif, des deux côtés de la Méditerranée.

Cela fera bientôt soixante ans que l'Algérie est indépendante. Le cessez-le-feu du 19 mars 1962 qui a mis fin à presque huit années de guerre – le plus long, le plus dur des conflits de décolonisation –, était censé tourner la page de cent trente-deux ans de colonisation. Mais dans les rues, les plaques qui portent cette date, devenue officielle sous François Hollande, sont barbouillées de peinture par les nostalgiques de l'Algérie française. Et dans les têtes, dans les corps, la guerre ne s'est pas tue.

Un demi-siècle d'indépendance n'a pas suffi à effacer les traumatismes d'une conquête militaire longue, sanglante, meurtrière. La dureté de la « *nuit coloniale* » pour ceux qu'on appelait alors les « *indigènes* », réduits à l'état de sujets, dépossédés de leur terre, de leurs droits. L'inavouable conflit fait de tortures, d'exécutions sommaires et de bombes au napalm. Le sacrifice d'une génération de Français partis faire une guerre qui ne disait pas son nom. Les déchirures de l'exil des pieds-noirs...

Pour Emmanuel Macron, premier président à être né après l'indépendance de l'Algérie, la colonisation est « *un poison qui ronge la société française* », en particulier la jeunesse issue de l'immigration. Il a déjà reconnu la responsabilité de l'Etat français dans la mort du militant communiste indépendantiste Maurice Audin, et restitué à l'Algérie des crânes de combattants tués pendant la conquête. Le rapport sur les mémoires française et algérienne que vient de remettre l'historien Benjamin Stora est un pas de plus vers la réconciliation. « L'Obs » est allé ausculter ces mémoires sur les deux rives. Ecrivains, artistes, intellectuels, ils racontent leur histoire algérienne. ■

“JE RÊVE EN ARABE, PARFOIS”

Par
FAÏZA GUÈNE
ÉCRIVAINNE

▼ Faïza Guène
montre une photo où
sa mère pose à côté
de son jeune frère,
en 1980, en Algérie.

S

Il y a une image pour moi qui évoque l'Algérie, c'est celle du figuier. Sur lequel je grimpais, petite, quand on retournait là-bas les deux mois d'été. Son odeur, la saveur de ses fruits, ses branches... Mes parents venaient de la campagne, près de Tlemcen, vers la frontière marocaine. Mon père est arrivé en France en 1952, à 18 ans ; ma mère en 1981, à la trentaine. Ils étaient un peu comme Ulysse, nostalgiques de leur Ithaque. Ils ont toujours caressé le rêve de revenir au pays. Nous avons été bercés par la chanson de l'éternel retour.

Lorsque je suis entrée au CP, mon père était à la retraite. J'avais déjà cette conscience, coupable, que c'était pour nous, leurs enfants, qu'ils se sacrifiaient loin de leur pays natal. Pendant vingt ans, ils ont fait des travaux pour construire une maison en Algérie. Le mythe du retour s'est évanoui au décès de mon père. Il est enterré en Algérie. Comme une injonction



post-mortem à ne pas couper ce lien avec nos racines. Nous savons, nous, la seconde génération, que l'Algérie sera toujours là. Ma langue maternelle, c'est l'arabe. Je rêve en arabe, parfois, c'est une partie de mon cerveau ! Cela a dû influencer sur ma façon d'écrire. Le retour aux sources, tous les étés, était vital pour ma famille. On a continué à y aller, même pendant la décennie noire.

C'est surtout ma mère qui racontait le passé. Notamment l'histoire de mon grand-père, moudjahid qui a combattu pour l'indépendance. Les Français n'étaient pas vus comme les ennemis, ma mère évoquait le combat pour la liberté, qu'on doit arracher. Elle voulait nous préserver, pas nous élever dans le ressentiment. Je l'ai bien connu, mon grand-père. On le voyait l'été. Il a enduré la Seconde Guerre mondiale où il a combattu pour la France, les travaux forcés en Pologne, la guerre d'indépendance, mais je n'ai jamais entendu du ressentiment chez lui non plus. Il répétait avec admiration : « *En France, tout le monde lit ! Dans le train, les cafés, les gens ont toujours un livre à la main.* » Pour lui, analphabète, c'était incroyable. Il était encore vivant quand j'ai publié mon premier roman, « *Kiffe kiffe demain* » (2004). Il a été tellement fier ! Le plus important pour moi, dans l'aventure de ce livre, c'était d'inscrire mon nom de famille sur la tranche. Quand c'est écrit, un nom, ça reste.

La première et presque seule fois où mon père m'a parlé de son passé, j'avais 16 ans. J'étais dans un atelier d'écriture à Pantin, je devais rédiger un reportage avec l'aide d'un professeur. Il m'a proposé de travailler sur le 17 octobre 1961. Je n'en avais jamais entendu parler. Cela a été un électrochoc. Tout à coup, j'ai relié l'histoire de l'Algérie à celle de la France. Brutalement, j'ai compris qu'elles étaient mêlées en moi. Et mon père qui ne parlait jamais m'a dit qu'il avait été là, le 17 octobre, dans la manif. Il était pudique, il a juste lâché : « *Les violences et les arrestations, ça a commencé bien avant.* » A l'école, on étudiait la décolonisation, la guerre d'Algérie était survolée. La photo qui l'illustrait, dans mon manuel, montrait des pieds-noirs assis sur leur valise. J'avais l'impression qu'on taisait tout un pan de mon histoire. Que la mémoire de mes parents était déshonorée. Nos histoires sont faites de silences et de trous. C'est pour les combler que j'écris. ■

Faïza Guène, née en 1985 à Bobigny, vient de publier « *La Discrétion* » (Plon).

“NOUS SOMMES PARTIS LES MAINS VIDES”

Par

NICOLE GARCIA
CINÉASTE ET ACTRICE



Mon père, Joseph Garcia, tenait une quincaillerie à Oran, la Droguerie universelle. En rentrant du lycée, je passais du temps avec lui, dans les rayons. Tout le monde nous connaissait, sous les arcades. La boutique était un carrefour, les gens bavardaient. Mon grand-père venait d'Espagne. Pourquoi était-il arrivé en Algérie ? Il y a là une grande brume. Je crois que c'était une migration de la misère. De cette histoire familiale très pauvre, je ne sais que peu de choses.

La guerre est arrivée assez tard à Oran. En pleine composition française, on nous disait « *Allongez-vous !* » pour éviter les tirs. En avril 1962, il nous arrivait de suivre les cours à plat ventre... Je me souviens du couvre-feu, de l'angoisse de mes parents qui avaient compris que cette chose impossible à envisager – le départ – devenait inéluctable. Moi, à 14 ans, je savais bien que les histoires coloniales ont une

fin. La guerre arrangeait mes plans. J'avais envie d'aller à Paris. Nous sommes partis en 1964, pratiquement les mains vides. Mon père voulait rester. Il disait : « *Je mets des babouches et je reste !* » Il parlait une drôle de langue, faite de français, d'espagnol et d'arabe. Il avait fait nationaliser son magasin adoré, je le revois, en cache-poussière, devant le comptoir. On aperçoit la boutique dans un de mes films, « *Un balcon sur la mer* »...

Longtemps, j'ai occulté l'Algérie. Dans les années 1970, je suis allée au Maroc, en vacances. Et tout est revenu. Les senteurs, la végétation, le soleil, les fleurs, toutes ces images et sensations sont arrivées comme un coup de fouet. Une nostalgie brutale... De l'Algérie, il me reste des larmes et des rires. ■

Nicole Garcia, née en 1946 à Oran, vient de réaliser son neuvième long-métrage, « *Amants* ».

“PARIS M'A PARU SALE À CÔTÉ D'ORAN”



Par

JULIEN DRAY
ÉLU PS

Je me souviens encore du soleil d'Oran, des plages, de la place Jeanne-d'Arc, où on mangeait des crepones, des glaces au citron servies dans des verres d'eau. Mes parents étaient des instituteurs juifs de gauche. Ils n'ont pas quitté l'Algérie après l'indépendance. C'était leur pays, ils y étaient très attachés. C'est quand Ben Bella a été renversé par le coup d'Etat de Boumediene, en 1965, qu'ils ont compris qu'il était temps. J'avais 10 ans.

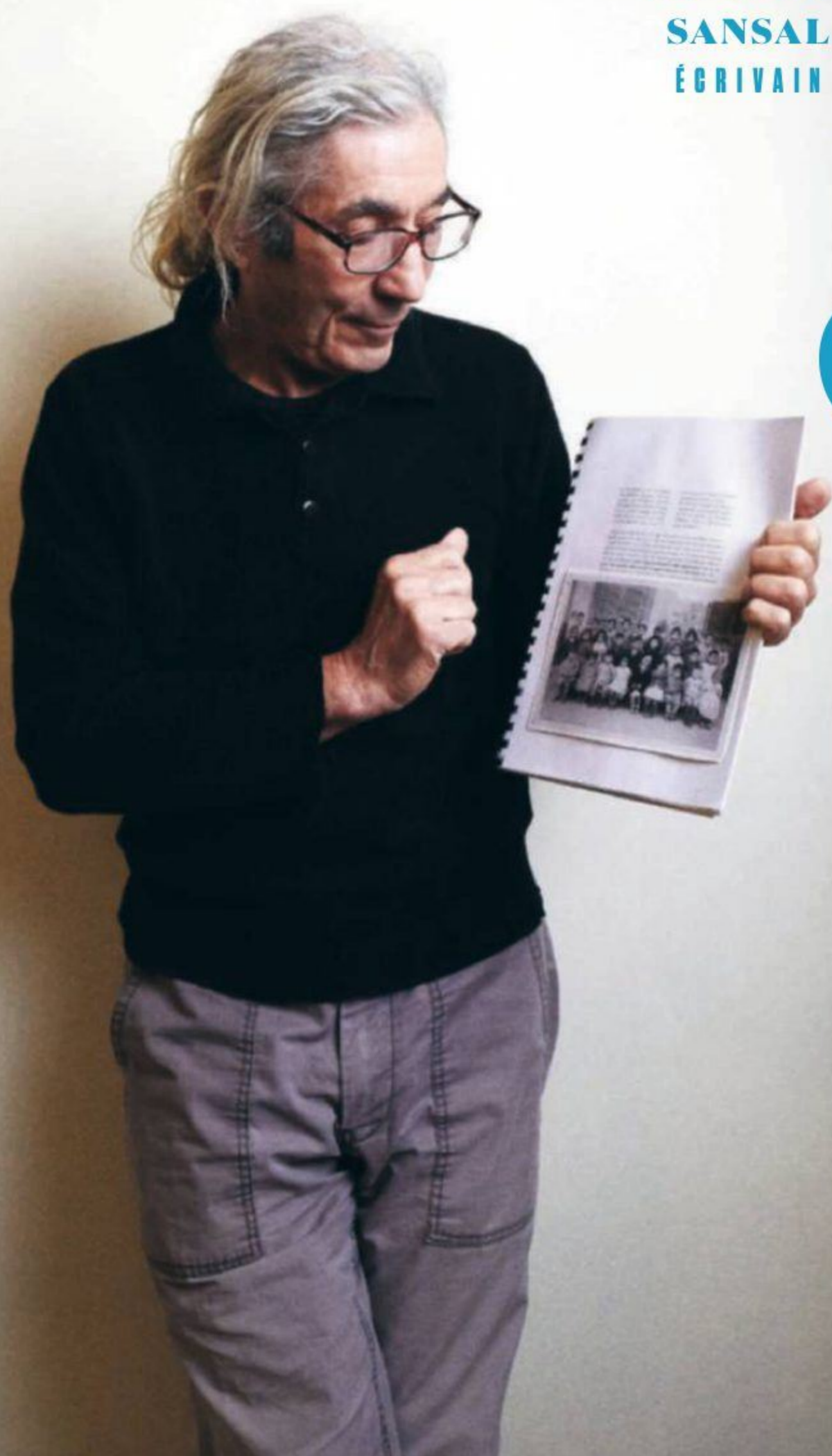
On s'est retrouvés entassés dans un studio du 18^e arrondissement de Paris, qui m'a paru vieille, sale à côté d'Oran, lumineuse, propre, moderne. Comme la plupart des pieds-noirs, on a été mal accueilli. On nous prenait pour des colons. L'instituteur m'avait mis au fond de la classe, avec un autre gamin pied-noir. Je me suis souvent battu, à la sortie de l'école, avec des gosses qui m'insultaient à cause de mon origine et de mon accent. ■

Julien Dray, né en 1955 à Oran, est conseiller régional d'Ile-de-France (Parti socialiste).

“J’AI REÇU TROIS ÉDUICATIONS...”

Par
**BOUALEM
SANSAL**
ÉCRIVAIN

◀ *Boualem Sansal
avec une photo de classe
prise à Alger lorsqu’il
avait 5 ans.*



Je suis un enfant d’Alger, de Belcourt, un quartier populaire où les gens n’avaient pas l’impression d’être différents les uns des autres. Ils avaient en commun d’être pauvres, et la pauvreté ça rassemble, qu’on soit grec, italien, berbère, arabe, espagnol, sénégalais... La famille Camus habitait là et était aussi pauvre que les autres. Les gens vivaient imbriqués. On partageait la même cour, les mêmes W.-C., les mêmes robinets. Les différences sont venues avec la guerre et la peur. La guerre, c’est comme le bâton de Moïse qui ouvre la mer Rouge, elle sépare. Après le premier mort, c’est irrémédiable. J’ai vécu la période où je ne voyais pas de différence entre mes copains Ali et José, et celle où Ali est devenu un frère de combat et José un ennemi. Quelqu’un devait partir, la cohabitation n’était plus possible. Rue Darwin, nous habitions une pièce unique attenante à la synagogue. Le rabbin avait dit à ma mère : « *Khadija, je te la prête jusqu’à ce qu’on te donne un truc dans le HLM.* » Et la voilà, avec ses quatre garçons (mon père est mort quand j’étais bébé) et son nouveau mari, entassée dans cette pièce qui sentait la Torah. J’ai ainsi reçu trois éducations : juive (par le rabbin), chrétienne (par l’école) et musulmane (par la mosquée). J’ai eu trois têtes. Il a fallu se séparer, se repenser, se haïr, se fuir.

C’était déchirant, ces séparations. Un monde s’effondre, on perd ses repères, ses

amis et tout ce qui a été créé avec eux, des équipes, des bandes, des couples. Finalement, ce sont les musulmans, comme on disait à l'époque, qui sont partis. Le mari de ma mère, cheminot, s'est fait muter dans une petite gare à 400 kilomètres d'Alger, un village perdu dans le Sud, habité par 399 musulmans et une Espagnole qui tenait une gargote. Elle est restée après l'indépendance. Elle ne connaissait que l'Algérie, c'était son pays natal.

Il n'a jamais été possible, après 1962, de nous approprier l'histoire du pays. Elle est

la propriété exclusive du pouvoir FLN. On a été nourris de sa doxa, une histoire d'héroïsme et de vérités absolues, dès la maternelle. Ceux qui avaient une vision différente ont été exclus, violemment remis à leur place, voire accusés d'être contre-révolutionnaires, ce qui à l'époque de Ben Bella et de Boumediene valait le peloton d'exécution, au mieux la prison à vie. L'omerta s'est installée dans les consciences. Que cherchent MM. Macron et Tebboune en agitant subitement cette question si clivante ? Réconcilier les mémoires ?

Chaque pays a son histoire, sa mémoire. Elle est l'affaire des individus. Nous sommes sortis d'une histoire douloureuse, tellement manipulée qu'il s'en dégage une odeur nauséabonde. C'est un moment où il faut laisser l'histoire s'écrire d'elle-même, ça râlera un peu ici, un peu là... Râler c'est bien français et bien algérien, mais l'histoire s'écrira, et petit à petit se fondera une nouvelle conscience, une autre perception des choses. ■

Boualem Sansal, né en 1949 à Theniet El Had, dans l'Ouarsenis, est notamment l'auteur du « Village de l'Allemand » et de « Rue Darwin ».

“J'AI BESOIN D'ICÔNES JOYEUSES”

Par
SOFIA DJAMA
GINÉASTE

Si je suis une Algérienne libre, je le dois à des figures prêtes au sacrifice suprême pour l'idéal d'une nation. Djamila Bouhired, Djamila Boupacha, Zohra Drif, Maurice Audin, Henri Maillot, et tant d'autres. Mais à 12 ans, le nom qui résonnait le plus en moi était Hassiba Boulmerka [première athlète algérienne médaille d'or aux JO de Barcelone en 1992, NDLR]. Elle représentait la joie au moment le plus dur de mon histoire, la guerre civile. Enfin, on parlait de l'Algérie autrement qu'à propos de sa décennie noire, sa guerre d'indépendance ou ses rapports avec la France... On est très abîmés par le devoir de porter la mémoire de nos parents et grands-parents, qui ont lutté pour la libération. Comme si on leur devait reconnaissance ad vitam aeternam, au point de brandir des pancartes à la gloire des figures de l'indépendance dans les manifestations du Hirak [le mouvement de contestation anti-régime né en février 2019, NDLR]. Alors qu'on réclamait un changement radical du système, une mise en valeur de la jeunesse...

J'ai besoin de m'identifier à des icônes joyeuses et vivantes. C'est pour ça que des hommes et des femmes ont lutté pendant la guerre d'Algérie. Pour que nous puissions rêver, nous penser, nous réaliser de



façon heureuse, et non mortifère ou revancharde. Dans mes films, je n'ai donc jamais eu envie de revenir sur l'indépendance. On a été tellement saoulés par le récit officiel... Ma guerre à moi, c'est la guerre civile des années 1990. Mon père n'a alors pas voulu que nous quittions l'Algérie. Il pensait que cela s'arrangerait, il était dans le déni. Il lui était difficile de se dire qu'on basculait dans une guerre intestine : lui s'était battu contre la France pour que son pays puisse se choisir un destin, se construire dans la prospérité et l'égalité. ■

Sofia Djama, née en Algérie en 1982, a notamment réalisé « Les Bienheureux » (2017).

“LES PARAS ONT ARRÊTÉ MON GRAND-PÈRE”

Par
ARNAUD MONTEBOURG
EX-MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Khermiche Ould Cadi, mon grand-père maternel, a vu le jour en 1907 à Dombasle, près de Mascara. Enrôlé dans l'armée française, il a été sous-officier d'active, sergent-major dans un régiment, fait prisonnier pendant la débâcle de 1940, à Chaource. Il a épousé Jeanne, une blonde de Normandie. Grand et bel homme sec, à la peau mate, il jurait en arabe et portait un béret. Il aimait passionnément à la fois l'Algérie et la France. Lorsque éclata la guerre d'Algérie, en 1954, la famille Ould Cadi s'enrôla dans l'Armée de Libération nationale (ALN). Les parachutistes sont arrivés dans la ferme de mon grand-père, où des armes avaient été cachées par le FLN, et l'ont arrêté. Il n'a dû sa liberté qu'à son statut d'ancien militaire, au prestige de

la famille Ould Cadi, à la Légion d'honneur portée par ses oncles bachaghas [hauts dignitaires sous les Ottomans, NDLR] et à son épouse, postière du village. Cet homme a ébloui mon enfance. ■

Arnaud Montebourg, né en 1962 à Clamecy, ancien ministre de l'Économie sous François Hollande, est entrepreneur.



“J’AI CHERCHÉ ‘HARKI’ DANS LE DICTIONNAIRE”



Par
**ALICE
ZENITER**
ÉCRIVAIN

Enfant, je ne comprenais pas pourquoi on n’allait pas en Algérie pendant les vacances d’été, comme mes copains et copines, enfants d’immigrés comme moi. Mes parents – ma mère est française – avaient un album photo d’un voyage effectué dans les années 1980. C’était beau, ça donnait envie... Quand j’ai posé la question, on m’a répondu : « *On a perdu les liens avec la famille là-bas.* » C’était terrifiant, moi qui voyais la famille comme un socle inébranlable. Que s’était-il passé de si affreux ? J’ai appris que mon grand-père était « harki ». Je n’ai pas bien compris, et j’ai cherché la définition de ce mot dans le dictionnaire. Elle n’était pas plus claire !

Jusqu’à mes 18 ans, j’ai vécu mon rapport à l’Algérie dans une relative indifférence. Ma seule et immense frustration portait sur la langue arabe que toute ma famille paternelle parlait, mais qu’on ne m’avait pas apprise. Quand la chanson de Khaled, « Aïcha », passait en boucle, mes copines du collège me demandaient si je

comprenais. J’avais l’impression qu’il me manquait quelque chose. On m’a si peu transmis de mémoire algérienne. L’Algérie m’arrivait, mais presque involontairement, imprégnée d’une atmosphère proustienne : les repas chez ma grand-mère, les fêtes de famille, les sonorités arabes, les prénoms, les différentes façons d’être musulman, et le surgissement soudain de souvenirs sur fond d’oliviers, de torrents et de montagnes. C’était comme des trouées, sensorielles et sensuelles. J’ai posé peu de questions. J’étais passive, comme si je ne pouvais pas essayer d’en savoir plus.

Quand j’ai réalisé à quel point des pans entiers de mon histoire s’étaient perdus, que ma famille avait passé des années dans des camps avant d’arriver en HLM, je suis tombée des nues. C’est un morceau si gros de l’histoire familiale que j’aurais dû remarquer son absence ! Cette prise de conscience a émergé grâce une succession d’épisodes anodins. Mon père avait une aversion pour le sud de la France. Ma mère disait qu’il y avait passé du temps et n’avait pas aimé. Je n’avais jamais creusé la question, jusqu’au jour où, de passage à Manosque, mon père m’a dit au téléphone qu’il connaissait la région, car il avait vécu pas loin... Des proches m’ont expliqué qu’il y avait un hameau de forstaging [*structure qui employait et hébergeait des harkis à leur sortie des camps, NDLR*]. J’ai fait le lien. Mon père l’a toujours nié. Rien n’était nommé. ■

Alice Zeniter, née en 1986 à Clamart, a reçu le prix Goncourt des lycéens pour « *l’Art de perdre* », inspiré de son histoire familiale, en 2017.

“MON PÈRE DÉTESTAIT L’APPELLATION ‘PIED-NOIR’”

Par
CÉDRIC VILLANI
MATHÉMATIGIEN ET DÉPUTÉ

M

es parents n’évoquaient jamais l’Algérie, surtout mon père qui détestait l’appellation « pied-noir ». Mon oncle, lui, s’est réveillé d’un coup. Durant l’enterrement de son frère aîné, il s’est mis à évoquer comme un possédé ses souvenirs de gamin, des images de cauchemar, de cadavres que l’on enjambe... Tous les gens présents étaient stupéfaits, même ses enfants ne l’avaient jamais entendu raconter ces scènes. Une digue venait de céder après un demi-siècle de silence.

L’Algérie fait partie de l’histoire de ma famille tout au long des cent trente-deux ans de colonisation. Les miens, aux origines italiennes, espagnoles, corses, grecques, allemandes, françaises, étaient conducteurs de diligence, médecin, employé de mairie, trafiquant. Ils étaient français et algériens. Certains ont vécu cette double identité comme un rêve,



d'autres comme un fardeau. Mon grand-père me racontait les discriminations que ses origines lui ont values dans la marine. Ma grand-mère évoquait la terre de son enfance avec une infinie nostalgie. Elle consignait ses souvenirs dans son journal.

On savait que pour les « musulmans », la vie n'était pas rose. Mon grand-père défendait une citoyenneté renforcée pour les « Arabes ». De Gaulle inspirait de la détestation. Il avait trahi l'intérêt public. Pour ma grand-mère, le départ à l'indépendance est resté la grande blessure de sa vie, jamais réparée : sa communauté avait été méprisée, tout le monde a voulu l'oublier. Je suis le seul de ma famille à avoir remis les pieds en Algérie. Partout où j'allais, la même réaction : « Tu es des nôtres » !

Un autre lien me rattache à l'Algérie : mon engagement pour la mémoire de Maurice Audin, mathématicien et militant communiste indépendantiste, assassiné par l'armée française en 1957. Le devoir de vérité sur son sort, enfin accompli par la France en 2018, nous encourage à travailler ensemble, Français et Algériens. » ■

Cédric Villani, né en 1973 à Brive-la-Gaillarde, est mathématicien (lauréat de la médaille Fields) et député.

◀ En photo, les grands-parents de Cédric Villani, Mario et Simone, en 1940.

“DES ENFANTS À GENOUX DANS LA RUE”

Par
MICHÈLE AUDIN
ÉCRIVAIN ET
MATHÉMATICIENNE

Née à Alger en 1954, j'y ai vécu jusqu'en 1966. A la fin de la période coloniale, j'avais 8 ans. C'est assez pour des souvenirs. Surtout que les différences sont bien visibles, criantes même, entre les « Européens » (dont je suis) et les « musulmans », ou les « Arabes », ou encore les « indigènes », dénominations inadéquates mais pas vraiment insultantes (je vous passe les autres). Dans la rue, les uns tutoient les autres ; au marché, les uns font porter leur couffin par les autres ; sur les trottoirs, ces autres cirent les chaussures des uns. Je me souviens d'eux, souvent des gamins, mais aussi de ma mère, à la révolte toujours intacte, devant ce scandale : des enfants à genoux dans la rue, et pas à l'école, en train d'apprendre à lire.

A une voisine qui s'inquiète que « des Arabes » viennent chez nous, ma mère répond : « Ce sont des amis. » Cette femme m'en a reparlé, après la parution de mon livre « Une vie brève ». Plus de cinquante ans après, elle ne comprenait toujours pas. Comment des Arabes pouvaient-ils être des amis ? En effet, nous avions des amis arabes. Sans nous dire qu'ils étaient des amis arabes : ils étaient des amis. Les fils de Bachir Hadj Ali, poète communiste ami de mes parents, venaient chez nous le jeudi,

jour sans école, nous mangions tous ensemble, puis ma mère nous emmenait à la piscine. Smaïl m'a dit, il y a quelques années seulement : « Je détestais cette piscine, mon frère et moi étions les seuls Arabes. » La piscine n'était pas interdite aux Arabes. Un bon petit apartheid à la française. ■

Michèle Audin, née en 1954 à Alger, est la fille aînée des militants anticolonialistes Josette et Maurice Audin.



“J’AI GRANDI DANS LES PARLOIRS DES PRISONS”

Par
**DJANINA
MESSALI-BENKELFAT**
FILLE DE MESSALI HADJ



Je suis née avec le combat pour l'indépendance de l'Algérie en 1938, un an après la création par mon père, Messali Hadj, du Parti du Peuple algérien (PPA). Ma première sortie fut pour faire sa connaissance en prison. Au lieu d'aller au square, j'ai grandi dans les parloirs. J'avais bien un père, mais pas de papa. Il était derrière les barreaux. Sur ses soixante-seize années de vie, il n'en a eu que vingt-cinq en liberté. J'ai vécu la discrimination. A Alger, elle était générale, écrasante. On ne pouvait pas aller au-delà du square Bresson, dans les quartiers français. Et puis, j'étais la fille de Messali Hadj... J'ai passé quatre fois le concours d'entrée en 6^e. La directrice a fini par convoquer ma mère : « *Madame, arrêtez d'insister, ils ne la laisseront jamais passer.* »

Mon père a réclamé l'indépendance de l'Algérie dès 1927. C'était un précurseur. Parti en France pour son service militaire, il y a rencontré ma mère [*Emilie Busquant, NDLR*]. Lui qui avait été à l'école jusqu'à 15 ans a compris que, pour s'engager, il devait étudier. Il s'est inscrit au Collège de France, a beaucoup lu. Ma mère l'a familiarisé aux usages français. Fille d'une

famille ouvrière, avec un père anarcho-syndicaliste, elle avait quitté la Lorraine pour gagner sa vie à Paris.

Ensemble, ils fréquentent les meetings, participent à la création de l'Etoile nord-africaine, proche du PCF. C'est le congrès anti-impérialiste de Bruxelles [*en 1927*] qui projette Messali Hadj dans le grand bain. Il y rencontre Nehru avec qui il sera lié jusqu'à la fin de sa vie, Ho Chi Minh, un temps son ami. Il devient le pionnier de la décolonisation. Et le paiera toute sa vie. Le rôle de ma mère fut exceptionnel. Dès 1934, son mari en prison, elle continue seule le combat. C'est elle qui a créé le drapeau algérien. Accusée d'être « anti-française », elle est inculpée cinq fois. Aujourd'hui, ses paroles sont gravées sur la maison de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) où elle a vécu : « *Dans mon cœur de Française, il n'y a pas de frontière dans la lutte pour la liberté.* » Ce pan de l'histoire est absent des manuels scolaires algériens ! On a effacé Messali Hadj du combat pour l'indépendance. La version officielle retient le FLN, c'est tout. ■

Djanina Messali-Benkelfat, née en 1938 à Alger, est l'auteure d'« Une vie partagée avec Messali-Hadj, mon père » (2013).



◀ *Djanina Messali-Benkelfat chez elle au Canada. Elle tient une photo d'elle, adolescente, avec son père.*

► *La photo de l'oncle Tahar de Lyes Salem, un souvenir de sa famille paternelle algérienne, et le « Clown triste » de Buffet, de sa famille maternelle française.*



“NOUS SOMMES LA SOLUTION”

Par

LYES SALEM

ACTEUR ET CINÉASTE

A Alger, dans le salon de ma grand-mère, il y avait une photo en noir et blanc, patinée, celle de l'oncle Tahar, tué dans une embuscade en 1961. Un martyr de la révolution. Il fixait l'objectif d'un regard méfiant. La photo trônait seule sur le mur du modeste salon, comme pour afficher le prix que ma grand-mère avait payé pour l'indépendance. L'oncle Tahar, qui semblait prisonnier de sa photo, témoignait d'un temps que mon père et mes oncles avaient en horreur. L'Algérie au temps de la France. J'étais galvanisé par la fierté qui jaillissait des récits de résistance, impressionné par la colère qui vibrait encore sous les mots.

De la colère, il y en avait peu à Albi, dans le Tarn, chez mes grands-parents maternels. Et de l'Algérie, de la guerre, aucune trace. Il m'arrivait même de me demander si c'était bien de cette France-là que l'oncle Tahar avait triomphé. Plus tard, j'ai appris qu'un de mes arrière-grands-pères, « le Paul », aurait pris part à des actions de l'OAS. Et si c'était lui qui avait « fumé » l'oncle Tahar ? La question m'a taraudé jusqu'à ce que je me rende compte que les dates et les lieux ne concordaient pas.

Faut-il que je choisisse un camp ? Entre une mère albigeoise, un père algérois, une grand-mère musulmane, une autre catholique, et deux fantômes qui se regardent en chiens de faïence, la question m'obsède encore. Je revendique, avec beaucoup d'autres, qu'on puisse se sentir à la fois algérien et français. Nous ne sommes pas le problème que dénoncent certains, ni même l'anomalie, mais la solution, l'antidote. De Dunkerque à Tamanrasset, je suis chez moi. ■

Lyes Salem, né en 1973 à Alger, a notamment réalisé « l'Oranais » (2013).

homme à la caserne. De là où j'étais assise, j'en voyais l'intérieur. Ils s'amusaient à lui casser des œufs sur la tête. Je suis tombée par terre, en larmes.

Mon père était communiste comme beaucoup d'intellectuels de l'époque. En 1956, il a été arrêté chez lui, à 7 heures du matin. La police le soupçonnait d'être en contact avec des nationalistes algériens. Il a été envoyé au camp de Lodi, près de Médéa. Je jouais au théâtre à Paris. J'ai remué ciel et terre. J'ai appelé Pierre Lazareff, le patron de « France-Soir », qui connaissait Jacques Soustelle, ancien gouverneur général de l'Algérie. Je ne sais pas si c'est pour ça, mais mon père a été libéré un mois plus tard. Il a aussitôt quitté l'Algérie avec ma mère pour s'installer dans le sud de la France. Il n'a jamais parlé de son internement. Je ne sais toujours pas ce qui lui est arrivé.

Je suis retournée en Algérie une seule fois, en 1968, quand Marcel Bozzuffi, mon mari, tournait « Z », le film de Costa-Gavras. J'ai pleuré quatre jours. A l'aéroport, le douanier a déchiré mes journaux quand il a vu sur mon passeport que j'étais née à Alger. Je ne reconnaissais plus mon Algérie, il n'y avait que des ruines sur mes souvenirs, les maisons de ma grand-mère, de mes oncles et tantes à Tipaza, étaient détruites... Il m'arrive encore de recevoir des lettres de menaces. Quand je jouais « Sonate d'automne » au théâtre, j'ai reçu deux enveloppes remplies de photos de corps suppliciés. J'ai commencé à lire. « Voilà ce que vos amis du FLN... » Mon habilleuse m'a dit de tout déchirer. ■

Françoise Fabian est née à Alger en 1933.



“JE REÇOIS ENCORE DES MENACES...”

Par

FRANÇOISE FABIAN

ACTRICE

La première fois que j'ai été confrontée au racisme, j'avais 6 ou 7 ans. J'étais assise sur le rebord d'une fenêtre de la mairie de Margueritte, près de Miliana. Mon père, instituteur, enseignait là, avant d'être nommé dans la banlieue d'Alger. Devant moi, un vieil Algérien vendait des œufs dans un panier. Une Française s'est fâchée car un œuf était cassé. Elle a appelé les gendarmes qui ont emmené le vieil

“LA VILLE D’OÙ MA FAMILLE A FUI”

Par
VALÉRIE ZENATTI
ÉCRIVAINNE
ET TRADUCTRICE

◀ Valérie Zenatti,
émue, tient le
cahier d'école de
son grand-oncle.

Le ton sur lequel certains mots sont prononcés vous transmet un sens secret que vous mettez parfois des années à déchiffrer. C'était le cas de « l'Algérie », pays où mes parents ont grandi. La dernière syllabe, ouverte, traînante, semblait vouloir établir un pont à travers l'espace et le temps pour rejoindre ce qui m'apparaissait alors comme un continent englouti. L'Algérie a longtemps été pour moi une Atlantide aux décors ancrés dans les récits familiaux (« on remontait la rue Caraman, au coin il y avait un boulanger chez qui on allait faire cuire notre pain, et puis juste en face il y avait un cordonnier, pour aller au lycée on devait monter cent dix marches, quand il neigeait on arrivait tout essoufflé, et pour aller à l'hôpital ou à la gare il fallait prendre le pont suspendu, tu n'imagines pas le vertige ») ; un décor précis, donc, et pourtant inaccessible

à mes yeux d'enfant car les récits s'achevaient inmanquablement sur les phrases : « *De toute façon, c'est fini, on ne pourra jamais retourner là-bas, il n'y a plus rien* », et parfois, les yeux dans le vague : « *On a laissé là-bas nos morts.* » C'était ainsi.

En 2011, « Une bouteille à la mer », l'adaptation de mon livre « Une bouteille dans la mer de Gaza », sort au cinéma. C'est le moment où je commence à « tourner autour de l'Algérie ». Je ne fais pas le lien avec le cinquantenaire de l'indépendance qui approche, mais cet anniversaire joue sans doute inconsciemment. Je commence à mener une enquête familiale, je me raccroche au peu de traces qui restent de ce passé : un cahier d'écolier, une carte d'identité, une carte envoyée par mon grand-père à ma grand-mère avant leur mariage. Je tâtonne, me perds, écris un texte bancal. En avril 2012, un e-mail surgit sur ma boîte. Objet : Invitation en Algérie. Les Instituts français nous invitent, Thierry Binisti, le réalisateur, et moi, pour présenter « Une bouteille à la mer ». Quatre villes sont au programme : Annaba, Constantine, Oran et Alger.

Et c'est en novembre que je pose le pied à Constantine, submergée par un sentiment d'incrédulité d'une intensité inouïe. J'y suis. Je vois de mes yeux le décor transmis par les récits, je « reconnais » les rues sans les avoir jamais vues. L'espace rejoint le temps, je suis accueillie dans la ville d'où ma famille a fui, comme une amie venue parler d'un conflit dans lequel toutes les blessures se mêlent, et toutes les réconciliations semblent possibles. C'est avec la sensation unique du sol de Constantine sous mes pieds que, de retour en France, j'ai commencé à « courir » sur le fameux pont suspendu [de Constantine, NDLR] avec le jeune oncle de ma mère. Je ne l'ai pas lâché pendant plusieurs mois d'écriture, et l'ai aimé au point de répéter son nom dans un titre, « Jacob, Jacob ». ■

Valérie Zenatti, née à Nice en 1970, a reçu le prix du Livre Inter 2015 pour « Jacob, Jacob » (L'Olivier).



EXCLUSIF

A découvrir, sur Nouvelobs.com : les versions intégrales de ces témoignages, accompagnés de ceux de Camélia Jordana, Malek Bensmail, Nina Bouraoui, Jacques Ferrandez, Maïssa Bey et de nombreux autres...



“C’EST ÇA NOS HÉROS ?”

Par

MAGYD CHERFI
CHANTEUR, ACTEUR
ET ÉCRIVAIN

L'Histoire est tronquée des deux côtés. Côté algérien, on nous a enfoncé dans la tête que nous étions un peuple hors norme. Tous nos oncles étaient des héros, avec une épée et une mitrailleuse. Dans chaque famille, il y avait une victime de la guerre. J'ai grandi avec tous ces anciens, auréolés de leur gloire. Enfin, c'est ce qu'ils disaient. On les croisait dans le quartier, ces vieux oncles. Cupides, sans envergure, qui battaient parfois leur femme, leurs enfants, nous interdisaient tout, à nous, les jeunes, baiser, danser, boire. Et on s'interrogeait : « *C'est ça nos héros ?* »

Les Français étaient les salauds, les impies, les colons. Mais à l'école, tout était inversé. Charles Martel était le vainqueur de Poitiers ; les Arabes, les méchants. Alors, ça disjoncte dans ta tête. Toi, tu as plus envie de t'identifier à Martel qu'aux Sarrasins. Les gens comme moi n'existent pas dans l'histoire de France. On est effacés.

J'ai appris allègrement « *nos ancêtres les Gaulois* ». J'étais content. Des ancêtres, on n'en avait pas ! Mes parents ne savaient pas qui était Abd el-Kader, à peine qui étaient leurs grands-parents ! Tout commençait et s'arrêtait avec la guerre d'Algérie. La lutte était inégale. D'un côté, un carnage de plus de sept ans. De l'autre, deux mille ans, avec des rois en veux-tu en voilà. Alors je suis devenu gaulois, inconsciemment. Le carnage de la guerre est devenu un carnage identitaire. A force d'être vaincu, vous dites : « *OK, les Français, vous êtes les meilleurs, je vais être français.* »

Au quotidien, tout rappelait cette allégeance. Ma mère, à la préfecture, je remarquais bien qu'on la tutoyait. Et cette peur, chez elle, de l'autorité. La terreur que nous soyons expulsés. Toute la France voulait qu'on rentre au bled ! Quarante ans plus tard, j'ai encore ce sentiment. On nous dit : « *OK pour l'intégration, mais si vous pouviez partir, ce serait pas mal.* »

Mes premières vacances en Algérie, en 1970, j'avais 8 ans. Nous étions les Français, les faux, les bâtards, ceux qui ne parlaient plus l'arabe. On avait l'impression que la vraie vie était là-bas. On y allait, à la recherche de cet éden. J'y vais encore. Je ne me suis pas libéré de cette mélancolie infusée par ma mère. Pour elle, ses enfants sont devenus blancs. Il n'y a plus la langue, la religion. Qu'elle me voie faire la vaisselle, et elle pense que ma virilité est partie ! On est coincés. On devient soit l'ennemi de notre tribu, soit celui de la République. ■

Magyd Cherfi, chanteur du groupe Zebda, né en 1962 à Toulouse, a écrit « *Ma part de Gaulois* » et « *La Part du Sarrasin* » (Actes Sud).



“J’AI ÉTÉ SOLDAT 730 JOURS”

Par

PHILIPPE LABRO
JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN

J'ai été soldat 730 jours. L'armée m'a appelé en 1959, je travaillais comme journaliste à « France-Soir ». J'avais 22 ans. Je me suis retrouvé seconde classe de la 52/B à Alger. J'ai passé quatre mois à patrouiller, avec la peur d'être pris pour cible par l'OAS. C'était quasiment la guerre civile. Je me souviens d'être arrivé, après la fusillade de la rue d'Isly, en mars 1962. Un extraordinaire silence, les sirènes, la persistance de la mort... A notre retour, on n'a pas eu droit à une parade. C'était les Trente Glorieuses. Il fallait oublier. Ma génération a dû accepter d'avoir fait une guerre sans nom. Je me suis enivré de reportages, d'avions, c'était ma thérapie. J'ai écrit « *Des feux mal éteints* » cinq ans après la fin de la guerre comme une pulsion frénétique. Mais comment voulez-vous qu'on oublie ? Le temps ne compte pas. Soixante ans, ce n'est rien. ■

Philippe Labro, né en 1936 à Montauban, vient de publier « *J'irais nager dans plus de rivières* » (Gallimard).